

Crise interne au Réseau Sortir du Nucléaire

Le point de vue des 10 administrateurs titulaires et suppléants solidaires du directeur Philippe Brousse et des salariés en grève

La crise actuelle, qui a démarré à l'automne, est complexe. Parmi ses principales étapes :

- le 6 novembre 2009, une alerte est lancée au CA par Philippe Brousse, Directeur du Réseau, à propos de problèmes relationnels ("dénigrement et insinuations") entre un membre de l'équipe de salariés et les autres. **Le CA ne donne aucune suite collective à cette alerte.**

- le 2 décembre 2009, Philippe Brousse décide de convoquer Stéphane Lhomme à un entretien préalable "en vue d'une éventuelle sanction disciplinaire pouvant conduire à un licenciement" et en informe le CA.

Le même jour, 12 salariés du Réseau expriment par lettre leur "soutien collectif à la démarche de P. Brousse, Directeur".

Pendant tout le mois de décembre, le CA décide de ne pas aborder ce sujet en réunion téléphonique mais de le repousser à une réunion physique. Et il refuse d'associer Philippe Brousse à ses prises de décision, ou d'évoquer avec lui différentes solutions envisageables.

- le 3 janvier 2010, après une réunion physique, 5 administrateurs s'opposent à la proposition du directeur P. Brousse de procéder au licenciement de Stéphane Lhomme, 4 y étant favorables.

L'ensemble des salariés se met aussitôt en grève. Ils considèrent que les faits reprochés demandaient au minimum d'être reconnus comme étant répréhensibles. Et ils s'insurgent contre la création (stipulé dans un texte de conclusions du CA du 3 janvier) d'un statut d'exception pour un seul salarié qui remet en cause la légitimité du directeur et assure l'impunité à une personne qui n'observe pas les règles communes.

Même en grève déclarée, les salariés continuent d'assurer le fonctionnement vital du Réseau et la préparation de l'Assemblée Générale.

Aucune réponse n'a pu être apportée à ce jour aux salariés par le CA : sur les points de base fondamentaux exprimés par les salariés, le désaccord au sein du CA est trop fort. Le CA est aujourd'hui divisé, tant sur l'analyse de la situation que sur les solutions à y apporter.

Pourquoi nous soutenons les salariés ?

Un problème ancien et récurrent

Dans un 1er temps, on ne peut comprendre la crise actuelle si l'on ignore que les problèmes liés au comportement de S. Lhomme sont récurrents et ce depuis de nombreuses années : à plusieurs reprises par le passé le CA a mandaté le Directeur, P. Brousse, pour rappeler à l'ordre S.Lhomme pour non respect du règlement intérieur en ce qui concerne le respect mutuel entre salariés, la gestion des différends ou le non respect des règles internes de fonctionnement du Réseau Sortir du Nucléaire. Cela a conduit à plusieurs rappels à l'ordre, une mise à pied "déguisée" en vacances forcées et 2 avertissements.

extrait de la lettre d'avertissement de novembre 2008 « *A l'avenir, tout non respect de nos règles, nous amènerait à remettre en cause votre activité salariée au sein du Réseau "Sortir du nucléaire" »*

Toutes ces dernières années, P. Brousse a toujours oeuvré pour apaiser les choses et faire en sorte que chacun puisse s'exprimer, malgré les divergences.

Par ailleurs, les comportements violents et intolérants de S. Lhomme (légitimés en partie par l'indulgence de certains administrateurs) ont conduit des personnes et notamment des administrateurs à jeter l'éponge tellement il semble impossible au sein du CA de mener un débat d'idées dans des conditions acceptables quand SL se déclare hostile à la position des uns ou des autres.

En effet, S Lhomme a du mal à travailler collectivement et à ne pas mettre les autres (Salariés ou membres du CA) devant le fait accompli. Plus grave encore, quand il est en désaccord avec quelqu'un, il a une façon de s'acharner sur les personnes en les bombardant de mails (utilisant parfois insultes et intimidation) et en prenant tout le monde à parti. Cela instaure un climat de guérilla auquel personne ne peut échapper.

Et c'est pourquoi, lorsque P.Brousse a lancé une procédure à l'encontre de S. Lhomme, nous avons bien compris qu'il s'agissait pour lui d'un ultime recours, après avoir tenté en vain et depuis des années de multiples essais de conciliation. Et que sa démarche visait à protéger le travail de l'équipe des salariés (et du CA) face aux comportements irrespectueux de Stéphane Lhomme.

C'est pourquoi, les 4 administrateurs titulaires parmi nous ont soutenu le 3 janvier, par leur vote, la démarche de P.Brousse.

A partir du 5 janvier, les salariés se sont mis en grève et ont porté des revendications successives. Ils ont demandé notamment la reconnaissance d'un problème de comportement de la part de S. Lhomme ; que des solutions véritables soient étudiées collectivement pour permettre de travailler dans de bonnes conditions dans l'intérêt du Réseau, et ont réaffirmé leur soutien à leur directeur face à la défiance d'une partie du CA. Au cours du mois de janvier, ils n'ont pu obtenir aucun écho tant le CA était divisé sur les réponses à apporter - 5 personnes d'une part et quatre d'autre part - . Le CA restant bloqué sur des positions opposées.

Le 17 janvier un appel à la raison en direction du CA est lancé par 14 anciens administrateurs parmi lesquels des membres fondateurs du Réseau.

Mais sans résultat, les 5 administrateurs (qui ont voté le 3 janvier contre la proposition de P. Brousse) continuent à avancer des arguments non étayés et pour le moins discutables, notamment :- « S Lhomme est irremplaçable vu sa notoriété et son efficacité » - « il est un bouc-émissaire à qui l'on fait porter le chapeau de tous les problèmes des salariés et du Réseau en général » - « les salariés sont manipulés par le directeur » - « les anciens administrateurs sont manipulés » - « le CA n'a pas à se faire dicter ses décisions par les salariés » - « il s'agit d'un conflit d'orientation politique » ...

Par ailleurs au cours des semaines de janvier, nous avons assisté, impuissants puisque minoritaires, à des postures incohérentes de la part de ces administrateurs proposant par exemple de changer l'AG d'endroit ! , exigeant avec agressivité les clés du siège du Réseau, diffusant des insinuations mensongères, ne répondant pas aux revendications des salariés tout en demandant un pseudo dialogue, méprisant les salariés en les infantilisant, niant la souffrance exprimée par les salariés, considérant le comportement de S Lhomme comme « le défaut nde ses qualités » ...

Nous n'avons pas été d'accord avec les réponses aberrantes que les 5 administrateurs voulaient apporter aux revendications des salariés car elles niaient totalement le problème soulevé (comportements répréhensibles au travail) voulant en faire une affaire politique. Ces 5 personnes considèrent S Lhomme comme le seul garant de la ligne politique et de la communication du Réseau et renforce cette idée en lui donnant un statut spécial.

Les signataires de ce texte reconnaissent, quant à eux, le bien-fondé des revendications modérées et constructives des salariés : reconnaissance de la réalité des comportements agressifs de S. Lhomme, reconnaissance de la souffrance que les salariés expriment face à ces comportements, nécessité de pas créer de poste « spécial » pour S. Lhomme sous la seule autorité du CA, nécessité de proposer des solutions d'organisation de travail entre l'ensemble des salariés, légitimité de tous les salariés à s'exprimer sur des questions politiques.

La communication du Réseau est le travail de tous et pas seulement d'un seul. Elle doit se construire par une réflexion collective des salariés et du CA.

Aujourd'hui, la situation est bloquée. Seule l'Assemblée Générale est en mesure de la débloquent. Nous rappelons que la procédure de licenciement à l'encontre de S. Lhomme est abandonnée.

Nous souhaitons que l'Assemblée générale, ayant pris connaissance des faits qui ont conduit à la crise actuelle, sache prendre les bonnes orientations en désignant un conseil d'administration capable de dépasser cette crise.

On ne pourra faire l'économie, par ailleurs, d'une réflexion approfondie en ce qui concerne le fonctionnement actuel du Réseau qui a conduit à cette crise grave.

Le Réseau Sortir du nucléaire avec son CA, ses salariés, ses associations adhérentes, ses milliers de militants est une vaste organisation collective qui rassemble des femmes et des hommes venus de tous horizons : géographiques, sociologiques, politiques... mais qui ont en commun leur refus de considérer le nucléaire comme une fatalité. Et cette diversité signe une vérité forte : le nucléaire tue l'avenir!

Cet énorme travail d'équipe ne peut résulter que d'une écoute constante de tous sans aucune exclusive, personne ne pouvant considérer sa seule parole personnelle comme vérité pour tous, et celui qui ne respecte pas cette règle de base s'exclut de lui-même.

Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons construire ensemble l'avenir.

Jean-Marie Brom
Johnny Da Silva
Nicolas Depret
Domitille Hugentobler
Samuel Lagrange

Cédric Lucas
Jil Quillevere
Daniel Roussée
Nadine Schneider
Rémi Verdet